



Pour l'emploi et la santé une rupture profonde s'impose ! Jeunes, actifs, retraités dans l'action le 17 septembre !

<http://www.ud37.cgt.fr/>

La rentrée sociale revêt un caractère tout à fait inédit. La page de la crise sanitaire n'est malheureusement pas tournée. Une crise sociale et économique sans précédent s'y ajoute désormais.

Aux conséquences humaines de la crise sanitaire, s'ajoutent des mesures régressives portées par le gouvernement.

Celles et ceux qui travaillent et produisent les richesses, sont les premiers à payer. Les employeurs annoncent licenciements et délocalisations, ils maintiennent le versement de dividendes pour leurs actionnaires et ils vont toucher des aides de l'État sans conditions et sans contrôle.

Préparée sans réelle prise en compte de la situation sanitaire et sans moyens supplémentaires, la rentrée scolaire et

universitaire inquiète les jeunes, les familles et les professionnels,

La question de l'emploi est centrale :

La CGT affirme que la priorité doit être donnée à la préservation et à la création en nombre d'emplois stables et qualifiés, à la sortie de la précarité en particulier des jeunes travailleurs, des étudiants, avec leur mise en protection sociale.

Cela passe notamment par la réduction du temps de travail sans perte de salaire, le développement des services publics et des industries nécessaires à la réponse aux besoins en biens et services, l'abandon pur et simple des réformes des retraites et de l'assurance chômage, qui ont été pour l'instant suspendues grâce à nos actions !

Les salariés en retraite sont également concernés.

Pour le 1^{er} ministre Jean Castex, « papy et mamie » doivent éviter d'aller chercher les enfants à l'école. Quelle marque de mépris social et quelle ignorance des conditions d'existence réelles de la population !

La crise sanitaire, la pandémie nous ont particulièrement touché. Ce sont les plus de 65 ans qui ont connu le plus fort taux de mortalité. La dégradation de notre système de santé provoquée par les politiques d'austérité gouvernementales qui se sont succédées depuis des années en sont largement responsables.

Les EHPAD, faute de soignants et de moyens matériels, se sont transformés en mouroirs où règne la maltraitance

institutionnelle des usagers. Le projet gouvernemental de création d'une 5^{ème} branche de la Sécurité Sociale pour la perte d'autonomie n'est pas une solution acceptable. Elle ne vise qu'à ouvrir un marché pour les assurances privées.

Nous voulons un vrai service public d'aide à l'autonomie dans le cadre de la branche maladie de la Sécurité Sociale.

La revalorisation des pensions est repoussée aux calendes grecques. Depuis des années le niveau de nos pensions s'éloigne du salaire moyen, notre appauvrissement est programmé par la réforme des retraites.

Les retraités revendiquent une autre répartition des richesses :

- Pas de retraite inférieure au Smic revendiqué par la CGT pour une carrière complète.
- La pension de réversion doit être attribuée sans conditions de ressources et le taux porté à 75 %.
- Revalorisation immédiate de toutes les pensions avec une remise à niveau par rapport au salaire moyen, une simple remise à niveau sur les prix au 1er janvier 2021 par rapport à mai 2017 nécessiterait une augmentation de 3 %, avant une véritable revalorisation tenant compte des retards accumulés.
- La suppression de la Casa et de la hausse de CSG de 1,7 point en allant vers la transformation de la CSG en cotisation sociale.
- Le rétablissement de la demi-part en matière d'impôt sur le revenu pour toutes les personnes vivant seules ayant élevé au moins un enfant et suppression de la fiscalisation de la majoration de pension pour les parents de 3 enfants et plus.
- Le rétablissement de l'impôt sur la fortune (ISF), le retour de l'imposition des revenus du capital (les dividendes), à l'impôt sur le revenu (suppression de la flat tax (5)), le rétablissement d'un impôt sur le revenu réellement progressif de 0 à 65 ou 70 % (avec le taux 0 au niveau du Smic), la réduction de la TVA à 15 % et sa suppression sur les produits de première nécessité.
- La prise en charge de la perte d'autonomie par la Sécurité sociale dans la branche assurance maladie.
- L'abandon du projet de réforme des retraites porté par le gouvernement Macron.
- La gratuité des masques.



**Notre mobilisation peut faire
changer les choses.**

**Le 17 septembre,
les retraités doivent aussi
être dans la rue.**

***Jeudi 17 septembre 2020, manifestation à
10h00, place la Gare à Tours***